



La crise climatique des années 1970 comme révélateur d'un accès différencié à la mobilité et catalyseur de la concentration de la propriété des animaux

En 1974, après 4 années de déficit pluviométrique, les services de l'élevage estimaient que près de 75% des effectifs de bovins et 40% des effectifs d'ovins et caprins avaient disparu (cf. aussi partie I). Ils relevaient dans le même temps de fortes disparités régionales, les pertes de bovins au Trarza, Gorgol et dans la région de Kiffa-Sélibaby étant respectivement de 90%, 60% et 40%. Aussi, alors que les profils pluviométriques (cumul et dynamique) de la région du Gorgol et de Kiffa-Sélibaby présentaient de fortes similitudes, le différentiel de perte entre les 2 régions atteignait 20%, mettant en avant un déterminisme socio-politique dans les pertes. La maîtrise politique du territoire apparaît comme un déterminant fort de la « flexibilité des sociétés » : les bergers et propriétaires qui disposaient d'une maîtrise ancienne et élargie de l'espace ont pu accéder aux ressources qui se raréfiaient (eau, pâturage) et modifier leurs déplacements ; ils ont ainsi limité les pertes.

La disponibilité en main-d'œuvre et le degré de division sociale du travail constituent deux autres critères conditionnant les possibilités d'adaptation à la crise climatique. Les unités de production disposant de peu de main-d'œuvre ont ainsi réduit leur mobilité pour être sûr d'avoir accès aux programmes d'assistance alimentaire, ou ont émigré en ville ; elles ont abandonné ou vendu la plupart de leurs animaux. Les unités de production appauvries par le départ de la main-d'œuvre servile ont adopté, par défaut, cette même stratégie car elles ne disposaient souvent plus du savoir-faire ni de la force de travail nécessaire à l'entretien des animaux.

D'autres éleveurs qui utilisaient habituellement leur surplus de lait pour se procurer des céréales ont dû vendre des têtes, la production laitière ayant chuté avec les ressources fourragères.

En fait, chaque crise climatique (1913, 1940-1942, 1969-1980), économique (années 1930) ou politique (« événements de 1989 ») a agi comme un catalyseur de la concentration de la propriété des animaux aux mains des éleveurs les plus capitalisés. Dans les années 1970, ces derniers n'ont pas hésité à investir dans des forages pastoraux et dans l'achat de compléments alimentaires pour entretenir les têtes acquises à bas prix.

Sources : Hervouët, 1978 et Bonte, 2000

De nombreux autres types d'élevage

Les ânes jouent un rôle très important pour le transport des biens et des personnes, aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. Les effectifs de cette espèce, réputée pour sa rusticité, seraient en augmentation constante, aussi bien pour les sujets domestiques que sauvages. La viande n'est pas consommée localement. L'élevage de volaille reste assez peu développé : le marché urbain est limité, avec des habitudes alimentaires privilégiant la viande de mouton ou le poisson, et largement approvisionné par des importations de cuisses de poulet congelées. En milieu rural, la consommation de volaille est occasionnelle et intervient à défaut de petits ruminants.

Les essais de pisciculture se multiplient, notamment pour la production de poisson chat, espèce fort appréciée dans le Guidimakha. Les contraintes et coûts de production expliquent toutefois que le poisson frais, importé de la côte Atlantique, séché, importé du Mali, ou d'eau douce (mares, barrage de Foug Gleita dans le Gorgol et fleuve Sénégal) occupe toujours une place de premier choix dans l'approvisionnement du pays. L'élevage de chevaux enfin n'est quasiment pratiqué que dans le sud du pays et destiné à la production de bêtes d'apparat.

MDRE) a pu intervenir grâce à l'intensification de la production par certains (construction de forages, pratiques de la complémentation alimentaire avec notamment l'usage du *rakal*, coupe de paille de brousse) et à l'accroissement des ressources fourragères locales (graminées et légumineuses sauvages, arbustes, chaumes de céréales, fanes de légumineuses et patates douces...) qui ont profité de l'évolution de la pluviométrie et de l'augmentation des superficies cultivées.

Toutefois, les données disponibles suggèrent qu'entre 1977 et 2007, la disponibilité théorique moyenne d'animaux par habitant a reculé de 10 à 70% selon les régions et espèces considérées : la croissance de la population

humaine a été beaucoup plus marquée que celle du cheptel.

Ces données statistiques cachent les profondes disparités qui existent entre les unités de production. Celles-ci sont héritées de la structuration sociale et des différentes crises qui ont jalonné le 20^{ème} siècle : les crises climatiques (1913, 1940-1942, 1970-1980), politiques (« événements de 1989 ») et économiques (années 1930 et 1980) ont en effet favorisé la concentration de la propriété entre les mains des éleveurs les plus capitalisés tandis que les familles issues de la classe servile demeurent souvent les moins bien loties.

Les disparités et différences apparaissent encore de

façon plus marquante lorsque l'on considère la proportion des différentes espèces dans les effectifs régionaux. Ainsi, alors que le Gorgol, l'Assaba et les Hodh affichent des profils similaires avec un cheptel composé à 80% de petits ruminants, 15% de bovins et 5% de camelins et une moyenne théorique comprise entre 6 et 9 têtes par habitant, le Guidimakha affiche le plus faible effectif théorique moyen (moins de 4 têtes par habitant) et la plus forte proportion de bovins (30% du cheptel régional).

